

Est-ce que l'honorable ministre de l'Agriculture peut dire à la Chambre s'il a reçu de l'UPA une demande réclamant la démission de trois commissaires à la Commission canadienne du lait, et s'il a reçu cette demande, est-ce qu'il a l'intention d'y donner suite?

[Traduction]

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je crois que l'UPA m'a fait parvenir ce genre de demande, mais je ne saurais dire si elle concernait les trois commissaires. J'estime, pour ma part, que les trois commissaires de la Commission canadienne du lait ne sont pas les seuls responsables de la situation actuelle concernant les approvisionnements en lait. Je crois que l'UPA est tout aussi responsable que les commissaires car ces derniers se sont rendu compte du problème, ils ont essayé de lui faire voir dans quel pétrin elle allait s'engager mais elle ne les a pas écoutés.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'EFFET DE L'ABANDON DE L'OPTION D'ACHAT D'APPAREILS ORION SUR LA RÉUNION DE L'OTAN—LES MESURES ENVISAGÉES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Selon la déclaration qui nous est parvenue d'Oslo ce matin et d'après les titres figurant cet après-midi dans les deux journaux anglais d'Ottawa, que le ministre a certainement lus, le secrétaire général de l'OTAN est demeuré stupéfait ce matin en apprenant ce qu'il advenait du projet Orion. Comme je représente notre pays au comité militaire lors de la réunion des parlementaires de l'OTAN qui aura lieu la semaine prochaine à Bruxelles, le ministre peut-il me donner une bonne nouvelle au sujet des chars d'assaut ou de n'importe quoi—j'accepterai n'importe quoi—que je pourrais transmettre à cette réunion afin de compenser la terrible nouvelle annoncée à la réunion ministérielle de l'OTAN ce matin à Oslo?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je suis très heureux de savoir que le secrétaire général de l'OTAN estime la participation du Canada à l'OTAN importante au point que notre décision provoque ces réactions. Mais, monsieur l'Orateur, j'aimerais que la Chambre et le pays sachent bien clairement que la politique du gouvernement n'a pas changé.

Une voix: Quelle politique?

M. Hees: C'est ça le problème.

M. Richardson: Le gouvernement s'est engagé à appuyer l'OTAN. Nous continuerons de participer à l'effort anti-sous-marins commun. Nous l'aurions fait avec la flotte Argus pendant encore quatre ans de toute façon. Il n'y aura pas de changement sur ce plan, c'est assuré. La seule chose qui puisse changer, c'est le genre de matériel qui pourra remplacer les Argus au début des années 80.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, si le ministre se donnait la peine d'assister aux réunions de l'OTAN, il saurait ce que pensent nos partenaires de notre contribution à cet organisme. Ils n'en ont pas une bien haute opinion, je vous l'assure, et quiconque assiste à leurs réunions peut vous le

Questions orales

confirmer. Je poserai au ministre la question suivante: croit-il vraiment qu'une réponse vague et générale comme celle qu'il vient de me donner va changer l'opinion de nos alliés de l'OTAN quant à notre participation passée, actuelle et à venir?

● (1430)

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire tout d'abord que j'ai assisté à toutes les réunions des ministres de la Défense de l'OTAN ces dernières années et, en tout cas, beaucoup plus souvent que lui. En fait, je ne suis pas sûr qu'il y ait jamais assisté.

Des voix: Bravo!

M. Richardson: Mais le plus important, c'est la politique d'ensemble du gouvernement en vue de rééquiper les forces armées canadiennes et qui fait que le budget de la défense a augmenté de 400 millions de dollars cette année par rapport à l'année dernière et que les nouveaux achats d'équipement augmentent de 34 p. 100 par rapport à l'année dernière...

Des voix: Oh, oh!

M. Richardson: ... et tout cela ne comprend pas les grosses dépenses qui sont prévues pour l'achat de chars et de véhicules blindés. Notre politique d'ensemble de rééquipement des forces armées est en voie d'exécution, notre programme anti-sous-marin se poursuit, et le seul changement à signaler, c'est que nous emploierons peut-être un matériel différent de celui qui était prévu au départ.

M. Hees: Monsieur l'Orateur, si le ministre se donnait la peine de se renseigner sur qui représente le Parlement aux réunions parlementaires de l'OTAN, il saurait que j'y étais à bon nombre de reprises.

Des voix: La question.

M. Hees: Le ministre se rend-il compte que, quand on laisse le matériel se détériorer comme le gouvernement l'a fait pour notre matériel de l'OTAN, il faut faire beaucoup plus que ce qu'il fait pour le remettre à peu près dans l'état où il était il y a 25 ans.

Des voix: Bravo!

* * *

L'INDUSTRIE

LE PROJET DE FERMETURE DES LABORATOIRES DE RECHERCHE DE LA RCA À MONTRÉAL—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Frank Maine (Wellington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que les règles applicables à la conduite des entreprises canadiennes contrôlées de l'étranger ont été édictées en juillet 1975 par le ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque, et que Radio Corporation of America a décidé, dans un but de rationalisation, de diriger à partir de New-York ses usines de fabrication d'Amérique du Nord, ce qui va entraîner la fermeture des laboratoires de recherche RCA de Montréal, en violation des règles que je viens de mentionner, le ministre a-t-il l'intention de forcer RCA à se conformer aux règles fixées par le gouvernement en revenant sur cette décision tout à fait incongrue?